

Accès à l'eau potable et assainissement

Kpaviédja, une bourgade dans l'angoisse de la soif {tc "Kpaviédja, une bourgade dans l'angoisse de la soif"}

Loin des chiffres rassurants des autorités centrales qui évoquent chaque année un accroissement de la quantité de points d'eau réalisés, une bonne frange de la population attend désespérément de célébrer un jour, l'avènement d'une goutte d'eau dans leur village. Pendant que le Bénin se félicite de progresser vers l'atteinte des OMD d'ici 2015, l'angoisse de la soif est entière à Kpaviédja, un village de la commune d'Abomey-calavi à quelques encablures de Cotonou, la capitale économique. Pourtant, l'argent n'est pas un problème. Et pendant que l'Etat central s'échine péniblement à le dépenser, les gouvernements locaux tendent la main sans succès.

Un seul et unique sentier en terre battue s'étirant de Akassato jusqu'à Zè, et traversant Zinvié et Kpanroun, mène à Kpaviédja. Un village faisant partie des 8 villages qui composent l'arrondissement de Kpanroun avec ses 7.500 habitants, le moins peuplé de la commune d'Abomey-Calavi, la plus grosse agglomération du Bénin après Cotonou.

Dès l'entrée dans ce hameau, une forte odeur de terre mouillée signale une récente pluie qui fait briller encore la verdure qui donne tout son charme à Kpaviédja, parsemée de manguiers, de palmiers, etc. Des forêts artificielles de tecks et d'acacias, de nombreuses fermes agricoles et autres espaces cultivés. Kpaviédja est sans aucun doute, une zone à fortes potentialités agricoles et l'on comprend mieux, pourquoi la principale activité menée par les populations «autochtones» est l'agriculture. Toutefois, malgré une agriculture florissante, l'approvisionnement en eau potable est une véritable énigme pour les habitants de ce village.

Certes, des adductions d'eau villageoises et autres forages ont existé dans ce patelin. Malheureusement, on apprend qu'ils ne fonctionnent pas à plein temps, faute d'énergie électrique. A l'entrée dans ce bourg, on rencontre une sexagénaire avec un panier d'arachide sur la tête qui se dirige vers une case. On s'avance vers elle et après les salutations d'usage, on apprend qu'ici, elle se fait appeler Akpénon par tous les

villageois. Interrogée, sur le lieu où on pouvait trouver une pompe d'eau afin de se désaltérer, Akpénon répond : «ah ! Autrefois c'est vrai il existait des pompes à motricité humaine dans le village, mais aujourd'hui, il y en a plus un seul qui fonctionne». Mais quelle eau consomme-t-on alors ici à Kpaviédja ? «Mais, de l'eau de puits tout simplement», répond-elle en prenant congé de nous. Nous continuons notre chemin et nous tombons quelques mètres après sur les fameuses pompes dont parlait dame Akpénon. En effet, les deux infrastructures d'eau situées devant l'école primaire du village, sont complètement désossées, caractérisées par un tuyau central fortement rouillé et par l'absence de manivelle ; ce qui témoigne de leur état de non-fonctionnement depuis déjà un bon moment.

Les populations de ce bourg semblent donc effectivement obligées de se rabattre vers les puits. Ainsi, non loin du lieu où se trouvent ces deux pompes complètement désuètes, nous repérons des enfants qui sont attroupés autour d'un puits à grand diamètre. C'est le principal puits qui dessert la grande majorité des habitants du village.

Tout au long de notre randonnée dans le village de Kpaviédja, le constat est général : l'eau de pluie est utilisée pour la consommation. Malheureusement sans traitement aucun. «Actuellement, comme c'est la saison pluvieuse, les gens ont carrément délaissé l'eau de puits pour consommer uniquement de l'eau de pluie», affirme Paul, un jeune habitant de Kpaviédja qui se rendait aux champs.

Dans les villages voisins de Kpaviédja à savoir Kpanroun et Anagbo comme bien d'autres de cet arrondissement, l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) reste un vœu pieux. Du moins pour l'instant.

De l'argent en surabondance

Depuis 3 ans, le Bénin peine à consommer la moitié des ressources mobilisées auprès de divers partenaires. La revue du Budget Programme par Objectifs pour l'année 2008,

aura encore permis de faire le même constat. Car, sur 20.950.833.000 FCFA seulement 50,2% ont été consommés.

Les communes, nouveaux acteurs depuis l'avènement de la décentralisation, devraient pourtant être une solution pour la consommation des crédits destinés à la réalisation des points d'eau. Car, l'exercice de la maîtrise d'ouvrage leur revient de droit.

L'expérience du Programme pluriannuel d'eau potable et d'assainissement (PPEA) financé par l'Ambassade royale des Pays-Bas peut bien inspirer pour prouver que le recours aux communes apparaît comme une alternative incontournable pour renverser la tendance. Ainsi, pour l'année 2008, sur plus de 20 milliards de FCFA, seulement 176.625.000 FCFA ont été transférés aux communes dont 7 ont pu bénéficier de ce transfert de ressources dans le cadre du PPEA. Ce sont les communes de Kandi, Kpomassè, Kalalé, Banikoara, Sinendé, Parakou et Ouinhi qui ont servi de communes tests. Un test réussi pour la Direction Générale de l'eau indexée comme le plus grand bourreau dans ce processus de transfert. Puisque, le point de la mise en œuvre des recommandations de l'année 2007 liées au processus de transfert témoigne que par rapport aux activités programmées, aucun progrès majeur n'a été enregistré. Le cadre chargé de la coordination des activités en matière de décentralisation, de l'élaboration et de la validation du plan d'actions pour la maîtrise d'ouvrage communal au sein de la Direction Générale de l'Eau selon les recommandations de la revue 2008 n'a toujours pas été désigné à 8 mois de l'échéance de 2010 pour rendre opérationnel, le transfert des ressources aux communes. On s'achemine vraisemblablement vers un échec

Ainsi, pour l'année 2009, les mêmes recommandations liées au processus de transfert des ressources aux communes ont été reconduites. Mais, les chances de les voir traduites en actions restent minces. Pendant ce temps, plusieurs localités à l'instar de Kpaviédja vivent le calvaire de la soif avec des caisses de l'Etat pleines de ressources. Le paradoxe est tout simplement entier.

Hénoc ALLAGBADA